

# Rwanda: Le pays commémore le vingt-cinquième anniversaire du génocide de 1994

20 Minutes, 5 avril 2019

**DRAME** Ce vendredi ouvrira une semaine d'activités en liaison avec la mémoire du génocide, de programmes de sensibilisation dans tout le pays et un deuil officiel de cent jours



Un soldat français lors de l'opération Turquoise, en juin 1994 au Rwanda. — NICOLAS JOSE

Le Rwanda entame, ce vendredi, les commémorations du vingt-cinquième anniversaire du génocide de 1994, où 800.000 personnes sont mortes, essentiellement des Tutsis.

Accompagné des dignitaires invités - surtout africains -, le chef de l'État rwandais Paul Kagame allumera le matin une flamme du souvenir au mémorial de Gisozi à Kigali. Puis dans l'après-midi, il prononcera un discours lors d'une cérémonie au stade Amahoro (Paix).

## Un deuil officiel de cent jours

Cette journée ouvrira une semaine d'activités en liaison avec la mémoire du génocide, faite d'échanges et réflexions sur des thématiques diverses, et de programmes de sensibilisation dans tout le pays, ainsi qu'un deuil officiel de cent jours. Pour les survivants et leur famille, la commémoration du génocide reste une épreuve bouleversante, qui fait resurgir les images des tueries.

Les massacres, perpétrés par les Forces armées rwandaises (FAR) et les miliciens hutus Interahamwe, mais aussi par nombre de civils hutus exaltés par la propagande antitutsi, ont commencé le 7 avril 1994, au lendemain de l'assassinat du président Juvénal Habyarimana, un Hutu. Le carnage a pris fin le 4 juillet avec l'entrée à Kigali de la rébellion tutsi du Front patriotique rwandais (FPR), dirigée par Paul Kagame. Homme fort du Rwanda depuis lors, celui-ci a présidé au redressement de son pays, sorti du néant.

## Les familles réclament justice

En interdisant toute référence à l'appartenance ethnique dans la vie publique et en faisant une priorité de la justice à l'égard des acteurs du génocide, à l'aide des tribunaux populaires (gacaca), les autorités ont aussi réussi à faire coexister pacifiquement bourreaux et victimes. Toutes les plaies de la tragédie ne sont en effet pas cicatrisées. La réconciliation tant célébrée est encore imparfaite.

Pour les familles de victimes, le pardon reste difficile à accorder quand les corps de leurs proches n'ont pas été retrouvés ou que les tueurs ont échappé à la

justice. Pour les nombreux critiques du régime, l'apparent consensus social n'est que la résultante de l'autoritarisme de Paul Kagame. Respecté en Afrique, le président rwandais est accusé en Occident de bafouer la liberté d'expression et de museler toute opposition.

## **Emmanuel Macron a décliné l'invitation**

Ce 25<sup>e</sup> anniversaire intervient dans un climat diplomatique plus apaisé qu'il y a cinq ans. En 2014, Paul Kagame, qui depuis toujours reproche à la France d'avoir été complice du régime hutu responsable du génocide, avait suscité la furie de Paris en accusant l'armée française d'avoir pris une part active dans les massacres. La France n'avait finalement pas été représentée aux cérémonies. Cette année, le Rwanda a convié Emmanuel Macron à se rendre à Kigali. Le chef de l'État français a décliné en invoquant des problèmes d'agenda.

En guise de symbole, Emmanuel Macron a dépêché Hervé Berville, orphelin tutsi rwandais adopté par une famille française en 1994. Ce député de la majorité considère que sa présence à Kigali témoignera de « la volonté de construire des ponts » entre les deux pays. Le président français ne sera pas le seul absent de marque. Contrairement à son prédécesseur, Ban Ki-moon, qui avait estimé en 2014 que l'ONU aurait pu « faire beaucoup plus » pour empêcher le génocide, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, n'a pas prévu de faire le déplacement.